



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 14 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 décembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SHMVD**

Z.I. de la Dame Huguenotte

52000 CHAUMONT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 décembre 2022 dans l'établissement SHMVD implanté Z.I. de la Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT. L'inspection a été annoncée le 28 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ces thèmes ont été retenus suite à la communication de plusieurs dépassements de VLE aux rejets atmosphériques, dont l'un est associé à un problème de qualité des déchets entrants.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SHMVD
- Z.I. de la Dame Huguenotte 52000 CHAUMONT
- Code AIOT : 0005702199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Haut-Marnaise de Valorisation des Déchets (SHMVD) est autorisée par l'arrêté préfectoral modifié n°2045 du 11 août 2011 à exploiter sur le territoire de la commune de Chaumont une unité de traitement par incinération de déchets ménagers et assimilés. La capacité d'incinération est de 78 000 tonnes/an, provenant en grande partie de la collecte départementale. L'unité de valorisation énergétique alimente en outre le réseau de chaleur de la ville de Chaumont.

Le site, soumis à la directive IED, a effectué son réexamen vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles de son secteur en 2021-2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques
- Traçabilité des déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Concentrations maximales autorisées - métaux	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Concentrations maximales autorisées - Ammoniac	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 10.2.1.1	/	Sans objet
2	Concentrations maximales autorisées - HF	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.2, partiel	/	Sans objet
4	Concentrations maximales autorisées - dioxines-furannes	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.4	/	Sans objet
5	Flux maximaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.3	/	Sans objet
7	Acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 3.3.2	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 8.4.10.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fait preuve d'une bonne communication des incidents de production auprès de l'inspection. Les résultats d'autosurveillance sont suivis et analysés de manière satisfaisante. L'inspection a relevé 2 non-conformités :

Deux non-conformités en concentrations aux rejets, en somme des métaux et en ammoniac. Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est proposé une mise en demeure préfectorale afin d'encadrer le retour à la conformité sur ces points, déjà bien engagé par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS À L'ATMOSPHÈRE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 10.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MESURES EN CONTINU
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances et paramètres suivants :• poussières totales,• substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total,• chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre,• oxydes d'azote,• le monoxyde de carbone,• les taux d'oxygène et de vapeur d'eau. A compter du 1er juillet 2014, cette surveillance en continu portera également sur le paramètre ammoniac.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection l'extraction des mesures en continu intitulée « mois_DRIRE » concernant le mois de novembre 2022 des lignes d'incinération 1 et 2, permettant de constater que les mesures sont réalisées et que les résultats sont suivis et analysés par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Concentrations maximales autorisées - HF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.2, partiel
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, POUSSIÈRES TOTALES, COT, HCL, HF, SO2, NO ET NO2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Concentration moyenne journalière mg/m3 : Fluorure d'hydrogène (HF) : 1 mg/m3 Concentration moyenne sur 1/2 heure en mg/Nm3 : Fluorure d'hydrogène (HF) : 4 mg/m <sup>3</sup>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection les dépassements des quantités jours, des valeurs limite semi-horaire et des valeurs limite journalière en fluorure d'hydrogène mesurées en cheminées le « rapport d'incident n°2022/03 » en date du 16 aout 2022. Tout gaz confondu, ce rapport d'incident fait état de 10 dépassements en valeur limite d'émission jours.</p> <p>Le suivi des mesures d'acide fluorhydrique a donc fait l'objet d'un ciblage spécifique lors de l'inspection. Les investigations de l'exploitant ont permis de relier ces dépassements à un défaut d'aiguillage de déchets de teflon riches en fluor. Il a défini et appliqué des mesures correctives et préventives en termes d'acceptation des déchets (informations clients, modification de la FIP), qui ont pu être vérifiées lors de l'inspection.</p> <p>Les mesures en continu et le flux concernant le fluorure d'hydrogène des lignes d'incinération 1 et 2 présentées sur le mois de novembre 2022 sont conformes aux valeurs seuils. Il n'a pas été constaté de nouveaux dépassements suite à l'épisode communiqué par l'exploitant et mentionné ci-dessus, ce qui permet d'acter le retour à la conformité à date de l'inspection, et la bonne prise en charge de cet incident par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Concentrations maximales autorisées - métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MÉTAUX
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Concentration moyenne en mg/Nm<sup>3</sup> sur une période d'échantillonnage comprise entre 30 minutes et 8 heures Cadmium et ses composés + Thallium et ses composés : 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> Mercure et ses composés : 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> Total des autres métaux lourds (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V) : 0,5 mg/Nm<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'essais « Mesure des rejets atmosphériques L1, L2 » en date du 05/09/2022 sur prélèvements de juillet 2022.</p> <p>Le paramètre « Somme des métaux » (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V) » présente un dépassement sur la ligne L1. La valeur mesurée de 518,88 µg/Nm<sup>3</sup> est supérieure à la valeur de 500 µg/Nm<sup>3</sup> autorisée.</p> <p>Le dépassement a été communiqué par l'exploitant par voie électronique en date du 26 novembre 2022 et argumenté auprès de l'inspection. L'exploitant n'a pas eu l'occasion de mettre en place de mesures correctives dans les meilleurs délais suite à ce dépassement, n'ayant pris connaissance de ce dépassement de juillet 2022 qu'à réception du rapport d'analyses, le 9 septembre 2022. Le retour à la conformité a déjà été constaté lors des mesures réglementaires du 24 au 28 octobre 2022 (79 µg/Nm<sup>3</sup>) pour la L1.</p> <p>Toutefois, la ligne L2 est passée à son tour en non-conformité sur ce même paramètre, avec une somme calculée à 620 µg/m<sup>3</sup>. L'exploitant n'avait pas relevé cette non-conformité, son prestataire d'étude n'ayant pas explicitement présenté la somme des métaux dans son rapport d'analyse.</p> <p>L'exploitant a déclaré être en cours de recherche des causes de ces dépassements (métaux incriminés, apports de déchets aux périodes de dépassement, vérification de l'injection de réactif et du filtre à manche).</p> <p>Une contre-analyse est prévue semaine 5.</p> <p>Le retour à la conformité n'est donc pas acté à date de la rédaction du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Concentrations maximales autorisées - dioxines-furannes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, DIOXINES ET FURANNES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Dioxines et furannes Concentration en ng/Nm<sup>3</sup> Mesure ponctuelle sur une période d'échantillonnage comprise entre 6 heures et 8 heures : 0,1 ng/Nm<sup>3</sup>  Mesure en semi-continu sur une période d'échantillonnage de 4 semaines : 0,1 ng/Nm<sup>3</sup></p> <p>La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications qui suivent :  Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique)</p>
<b>Constats :</b> Les mesures ponctuelles et en semi continu des dioxines et furannes ont été présentées. Le document présenté n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Flux maximaux autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, QUANTITÉS MAXIMALES REJETÉES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit respecter les flux de polluants maximum suivants, en moyenne journalière, pour chacun des deux points de rejet :  Paramètres Quantités maximales en moyenne journalière en kg/jour :  Monoxyde de Carbone : 31,5 kg/jour  Poussières totales : 6,3 kg/jour  Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT) : 6,3 kg/jour  Chlorure d'hydrogène (HCl) : 6,3 kg/jour  Fluorure d'hydrogène (HF) : 0,63 kg/jour  Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) : 31,5 kg/jour  Oxydes d'azote (NO et NO<sub>2</sub>) , exprimés en NO<sub>2</sub> : 50,4 kg/jour  Cadmium et ses composés +Thallium et ses composés : 0,0315 kg/jour  Mercure et ses composés 0,0315 : kg/jour  Total des autres métaux lourds (Sb,As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V) 0,315 kg/jour  Dioxines et furannes 6,3.10<sup>-8</sup> kg/jour  Ammoniac 18,9 kg/jour</p>
<b>Constats :</b> Le document intitulé « mois_DRIRE » du mois de novembre 2022 présenté à l'inspection précise les flux de polluants. Aucun dépassement de seuil autorisé n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Concentrations maximales autorisées - Ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 4.3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MESURES EN SEMI-CONTINU DES DIOXINES ET FURANNES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AmmoniacConcentration moyenne journalière en mg/Nm3 : 30
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué, lors de l'inspection, le rapport d'essais « Mesure des rejets atmosphériques L1, L2 » en date du 12/2022 sur prélèvements d'octobre 2022.</p> <p>Le paramètre «NH3 » présente un dépassement sur la ligne L2. La valeur mesurée de 44,5 mg/Nm3 est supérieure à la valeur de 30 µg/Nm3 autorisée.</p> <p>Un dépassement sur ce paramètre a déjà été déclaré par l'exploitant sur la L1 en février 2022. L'exploitant a déclaré l'associer à un vieillissement des lits catalytiques, datant de 2005. Ceux-ci traiteraient moins efficacement et uniformément les NOx issus des rejets, ce qui impose une surconsommation de NH3 en compensation pour traiter les NOx en sortie des lits catalytiques. Ce NH3 est alors plus fréquemment retrouvé en rejets cheminées. Ce point étant identifié, l'exploitant attend la livraison du réactif de changement des lits catalytiques début 2023, pour un remplacement lors de l'arrêt technique des deux lignes en septembre 2023.</p> <p>Une contre-analyse est prévue semaine 5.</p> <p>Il sera demandé à l'exploitant de pouvoir anticiper le changement des lits catalytiques en cas de nouvelle dérive en NH3 au cours du premier semestre 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 7 : LIVRAISON ET RÉCEPTION DES DÉCHETS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registres des déchets entrants et de refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant des installations prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets, dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes. L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans les installations.</p> <p>Tous les déchets sont pesés à l'arrivée sur le site et le registre de réception qui comporte les renseignements suivants est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées :  ➤ date et heure d'arrivée,  ➤ identité du transporteur, ➤ nature et origine des déchets,  ➤ tonnage.</p> <p>Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis, conformément aux dispositions du chapitre 3.4 ci-après</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare effectuer les contrôles d'admission des déchets et les refus nécessaires.</p> <p>Les déchets refusés sont communiqués aux clients par l'intermédiaire des Fiches d'Identifications Préalables. Ces documents sont communiqués annuellement aux producteurs de déchets.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mettre en place un registre de refus afin de tracer ces actions dans un délai d'un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2011, article 8.4.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides ; elle doit être contrôlée régulièrement par l'exploitant. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p><b>Constats :</b> Les produits chimiques observés sont stockés sur rétention.  Une rétention isolée a été vue pleine et non vidangée, du fait d'une fuite d'eau à proximité.  L'exploitant a transmis, le jour de l'inspection, une photo montrant sa vidange, ce qui permet d'acter le retour à la conformité à date du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet